

53787

ECA/STAT/DSS/91/3.1/(i)(b)

COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE
DIVISION DE LA STATISTIQUE

L'ENREGISTREMENT DES NAISSANCES ET DES DECES PARM
LES POPULATIONS NOMADES

Décembre 1991

Table des matières

| | <u>Paragraphe</u> s |
|---|---------------------|
| I. Introduction | 1 - 6 |
| II. Organisation courante du système d'état civil et fonctionnement | 7 - 26 |
| - Problèmes matériels | 11 - 14 |
| - Personnel d'état civil | 15 - 18 |
| - Motivation du public | 19 - 20 |
| - Exploitation des données | 21 - 24 |
| - Quelques données concernant la couverture de l'état civil | 25 - 26 |
| III. Quelques caractéristiques des populations nomades | 27 - 32 |
| IV. Principaux résultats de l'étude du Mali concernant l'enregistrement des naissances et décès parmi les populations nomades | 33 - 62 |
| - Champ géographique de l'enquête | 35 - 42 |
| - Principaux résultats de l'enquête | 43 - 54 |
| - Recommandations de l'équipe chargée de l'étude | 55 - 62 |
| V. Conclusion | 63 - 66 |

I. Introduction

1. L'importance de l'enregistrement des événements naissances, mariages, divorces et décès, est évidente non seulement pour l'individu mais aussi pour l'administration d'un pays. Cette importance s'est beaucoup accrue lorsque statisticiens et démographes ont pris conscience que l'enregistrement de ces événements pouvait constituer une source importante de données démographiques.
2. Le fonctionnement defectueux et généralisé des systèmes d'état civil en Afrique constituait un handicap sérieux à l'obtention des statistiques démographiques fiables à partir de cette source. En outre, il n'existait pas de système d'exploitation des données. Dans les pays où des initiatives ont été prises pour la mise en place d'un système d'exploitation, seules les grandes villes ou parfois uniquement la capitale ont été considérées. Ce constat a conduit beaucoup de pays africains à repenser leur système et à mettre en oeuvre des projets d'amélioration de l'état civil.
3. Compte tenu de la complexité de la situation en ce qui concerne les mariages et les divorces, la plupart de ces pays ont mis en oeuvre d'abord des projets axés sur l'amélioration de l'enregistrement des naissances et des décès. Deux objectifs fondamentaux sont visés à travers ces projets; d'une part, améliorer la couverture et la qualité de l'enregistrement, et d'autre part améliorer les projections démographiques à partir des statistiques issues du système d'état civil.
4. Le groupe de travail sur l'amélioration du système d'état civil et des statistiques des faits d'état civil en Afrique, qui s'est réuni à Addis Abéba du 21 au 26 octobre 1985 a noté que des progrès sensibles ont été réalisés. Une meilleure couverture des pays où les projets ont été exécutés, grâce aux campagnes de sensibilisation qui y ont été menées, a été enregistrée.
5. Cependant dans les pays du Sahel, comme le Mali et le Niger, certaines difficultés se font sentir pour parvenir à une bonne couverture de l'enregistrement. Il est en effet apparu que le système en place n'était pas adapté aux populations nomades. Dans le cadre des efforts visant à améliorer les systèmes d'état civil, la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains a demandé qu'une étude méthodologique soit réalisée afin de mettre en place un système d'état civil pour ces populations particulières. Une étude a ainsi été réalisée au Mali avec l'appui financier du Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) et l'appui technique de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et du Centre d'études et de recherche sur la population pour le développement (CERPOD).

6. Afin de comprendre la difficulté de l'enregistrement des événements concernant les populations nomades, il est nécessaire de faire d'abord une description du dispositif habituellement mis en place pour le fonctionnement du système d'état civil.

II. Organisation courante du système d'état civil et fonctionnement

7. L'enregistrement des événements d'état civil, à commencer par celui des naissances, s'est développé par étape. Dans la majorité des pays africains, il a concerné d'abord les naissances et ensuite les décès de non-autochtones (les administrateurs et les autres catégories de personnel étranger en service dans les colonies) avant de s'étendre progressivement à l'ensemble du pays.

8. Actuellement, toute la population est concernée par l'état civil. Il existe une législation en la matière dans chaque pays qui stipule les obligations des individus, l'organisation et le fonctionnement du système et diverses règles relatives aux déclarations et à la délivrance des actes d'état civil. On peut relever deux points communs à ces législations africaines:

(i) l'obligation de déclarer les naissances et les décès. Les sanctions prévues en cas de défaillance ne sont pas assez sévères pour contraindre les personnes intéressées à respecter ces règles. En plus de cette lacune, il est donné la possibilité aux individus de faire la déclaration d'un fait d'état civil au delà du délai normal (en moyenne 2 à 3 mois) et de se faire délivrer un jugement supplétif d'acte de naissance ou de décès etc.

(ii) Les individus doivent se déplacer, parfois sur une longue distance pour faire les déclarations de naissances ou de décès, les mariages sont enregistrés dans les lieux où ils sont célébrés. On peut donc dire que les centres d'état civil sont "sédentaires" c'est-à-dire fixes. La législation ne prévoit pas dans la plupart des cas, de centres mobiles, ce qui aurait permis de résoudre en partie les problèmes qui se posent concernant les populations nomades.

9. L'organisation du système d'état civil repose sur un dispositif qui est le même dans tous les pays africains. Celui-ci comprend les centres d'état civil dont la gestion incombe au ministère chargé de l'administration du territoire. Le suivi de l'application des textes législatifs revient au ministère chargé de la Justice.

10. Le fonctionnement du système se heurte à certaines difficultés qui sont d'ordre matériel (nombre insuffisant de centres) humain (personnel non formé et non motivé) et logistique (absence de moyens de communications).

II.1. Problèmes matériels

11. Dans la plupart des pays africains, les déclarations des événements se font dans les centres principaux et secondaires ou auxiliaires d'état civil. Les premiers fonctionnent au niveau des principales subdivisions administratives du pays tandis que les seconds sont annexés aux centres principaux et leur compétence est limitée.
12. Les centres principaux enregistrent tous les événements et en délivrent les actes. Les centres secondaires n'enregistrent que certains événements définis par les textes en la matière, par exemple seulement les naissances ou seulement les décès.
13. Les centres fonctionnent comme des services rattachés aux structures centrales et décentralisés du ministère chargé de l'administration du territoire. Leur nombre est donc fonction de celui des services de ce ministère et très insuffisant pour des raisons budgétaires. L'habitat étant dispersé en zone rurale, une des conséquences de cette situation est que la distance à parcourir par la population pour atteindre un centre d'état civil est grande. Les moyens de communication étant en outre inexistant dans la grande majorité des zones rurales, cet éloignement des centres d'état civil constitue pour la population un handicap sérieux à la déclaration des faits d'état civil.
14. A l'insuffisance numérique des centres, s'ajoute dans beaucoup de cas, l'insuffisance de moyens et outils de travail: registres, formulaires à délivrer aux déclarants....

II. 2. Problèmes liés au personnel d'état civil

15. Le personnel d'état civil se compose des officiers et des agents d'état civil qui ne sont pas formés spécifiquement pour cette tâche. Les officiers d'état civil occupent en général des postes élevés de l'administration dans les principales subdivisions administratives. Ils exercent dans les structures comportant des centres principaux ou secondaires. Ils sont en général chargés de la signature des actes d'état civil et de la célébration des mariages.
16. Les agents d'état civil sont chargés de recevoir les déclarations, d'établir les actes et les délivrer aux intéressés.
17. Les officiers et agents d'état civil sont chargés de tâches administratives qui sont considérées comme leur occupation principale. En zone rurale, il incombe aux agents d'état civil d'effectuer certains travaux tels que le recensement administratif, la collecte des taxes sur les marchés et celle des impôts etc. L'accomplissement de ces tâches éloigne l'agent du centre d'état civil et ne lui permet pas d'être disponible pour les personnes devant faire les déclarations ou retirer les actes d'état civil.

A cette surcharge de travail s'ajoute le manque de formation du personnel.

18. Pour remédier à cette situation, les projets d'amélioration de l'état civil prévoient entre autres comme activités la formation du personnel et la sensibilisation de celui-ci à l'importance de l'état civil.

II.3. Motivation du public

19. La motivation de la population découle des avantages procurés par la possession d'un acte de naissance ou de décès, d'une part et de l'importance de l'état civil en tant que système d'identification de l'individu. Les avantages sont par exemple: l'inscription d'un enfant à l'école, mariage à l'état civil, l'établissement d'une pièce d'identité: carte d'identité ou passeport. Ces occasions se présentent plus fréquemment en ville qu'en zone rurale. Dans cette dernière, les enfants sont rarement inscrits à l'école, le mariage est célébré selon les coutumes donc sans formalité administrative. Le besoin de posséder une pièce d'identité ne se fait sentir que lorsque les personnes intéressées effectuent des déplacements au cours desquels des vérifications de pièces sont faites régulièrement.

20. Les efforts déployés pour améliorer les systèmes d'état civil ne peuvent donner de bons résultats que si la population est suffisamment sensibilisée. C'est pourquoi les responsables de projets des pays concernés ont fait de la sensibilisation un volet important de leurs activités.

II.4. Exploitation des données

21. Jusqu'à la mise en oeuvre de projets d'amélioration de l'état civil par certains pays, il n'existait pratiquement pas de système d'exploitation des données. Des dépouillements de registres ou de fiches de déclaration étaient faits à des fins de gestion des documents d'état civil.

22. Les raisons de cette non-exploitation des données sont entre autres les suivantes:

- (i) la couverture de l'enregistrement des événements n'est pas exhaustive.
- (ii) Les documents (fiches de déclaration, registres) ne sont pas centralisés en temps voulu. Les textes régissant l'état civil prévoient des périodes pour la centralisation des documents au niveau du Ministère compétent, le plus souvent celui chargé de la justice. Mais les problèmes de transport, d'accès à certaines localités ne permettent pas d'acheminer ces documents à temps.

- (iii) Les documents d'état civil ne sont pas conçus pour être exploités à des fins statistiques.

23. A cela s'ajoute le problème non moins important de stockage des documents. En effet, les locaux affectés au Ministère chargé de la Justice sont parfois tout juste suffisants pour le personnel de telle sorte que le lieu de stockage des documents représente en soi un problème pour ce Ministère. L'accès aux fiches d'état civil est aussi limité pour préserver le secret juridique.

24. L'un des objectifs fondamentaux des projets d'amélioration de l'état civil étant de fournir des statistiques, une attention particulière est en général réservée à la résolution des problèmes ci-dessus indiqués.

II.5. Quelques données concernant la couverture des systèmes d'enregistrement de l'état civil et des statistiques d'état civil

25. Le tableau en annexe donne une estimation des taux de couverture des systèmes d'enregistrement de l'état civil et des statistiques d'état civil. Dans la majorité des pays africains, la couverture est incomplète aussi bien pour les naissances que pour les décès. Moins de la moitié des événements sont enregistrés.

26. Ces données montrent, que la couverture des naissances est de loin meilleure à celle des décès. Une bonne partie des décès, que ce soit en milieu urbain ou en milieu rural, n'est pas déclarée. Cela est particulièrement valable pour le milieu rural où la plupart des décès ont lieu à domicile, donc en dehors d'un contrôle médical, ce qui ne facilite pas les démarches administratives pour faire la déclaration de décès. De plus l'inhumation des corps, normalement sujette à la présentation d'une autorisation, se fait aux alentours des maisons d'habitation sans que ces formalités administratives ne soient remplies. Enfin, la possession d'un acte de décès n'est pas ressentie comme une nécessité. Ce n'est que lorsque la présentation de cette pièce est indispensable pour les droits d'héritage, de succession etc... que le décès est déclaré par la famille.

III. Quelques caractéristiques des populations nomades

27. Le nomadisme pastoral est pratiqué dans certains pays d'Afrique notamment dans le Sahel où les pays les plus concernés sont le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Ce nomadisme est lié aux conditions géographiques et climatiques incompatibles avec les pratiques rudimentaires en matière d'élevage. Les nomades, pour qui l'élevage est la seule activité et la seule source de revenu, sont en constant déplacement à la recherche de points d'eau et de pâturages pour l'alimentation de leur bétail.

28. Leur aire de transhumance ignore les frontières internationales. Cette situation combinée à leur très grande mobilité peut conduire à saisir plus d'une fois la population ou les événements qui s'y produisent au cours d'enquêtes. C'est pourquoi en 1974, dans le cadre du Liptako Gourma, organisation sous régionale qui regroupe le Burkina Faso, le Mali et le Niger, des tentatives ont été faites par ces pays pour réaliser leur premier recensement de la population simultanément.

29. Ces efforts visaient un recensement sans omissions ni double comptes des nomades évoluant entre ces 3 pays. Cet exemple illustre la difficulté de la collecte des données dans ce type de population. Le paiement de l'impôt per capita rend la situation plus difficile.

30. Les nomades vivent en fractions ou groupements qui correspondent à des ensembles de familles. Au cours de leur déplacement dont l'itinéraire dépend de la disponibilité de pâturages et points d'eau sur leur passage, ils tissent entre eux de bonnes relations. Ce qui amène chaque fraction à laisser des traces de son passage par des signes reconnaissables par eux. Mais pour le sédentaire qui n'est pas informé de ces pratiques, les nomades ne laissent aucune trace de leur passage.

31. Il est donc possible au cours d'enquête de retrouver les nomades à condition que les personnes qui doivent enquêter soient informées de telles pratiques. Des problèmes tels que celui de la langue, ou celui du refus de répondre aux enquêteurs peuvent se poser. L'étude montre que certaines de ces difficultés sont surmontables.

32. Les événements d'état civil se passent dans les populations nomades en dehors d'un contrôle médical pour les naissances et décès et sans l'assistance d'une autorité administrative pour les mariages et les divorces s'il y en a. La possession d'un acte d'état civil est encore moins utile en milieu nomade qu'en milieu rural: les enfants sont très rarement inscrits à l'école, ils constituent en effet une main d'oeuvre indispensable à la survie du troupeau familial; les mariages sont célébrés selon leurs coutumes; les nomades émigrent d'un pays à un autre au cours de leur transhumance sans avoir besoin de présenter une pièce d'identité etc...

IV. Principaux résultats de l'étude sur les populations nomades du Mali

33. Cette étude a été réalisée par la Direction nationale de l'intérieur et des collectivités territoriales, la Direction nationale de la statistique et de l'Informatique et des chercheurs maliens, avec la collaboration de la CEA et du CERPOD. Dans ce

cadre une étude sociologique du milieu ainsi qu'une enquête ont été faites. L'enquête a permis de recenser les différents obstacles à la déclaration. Elle a été exécutée du 25 avril au 25 mai 1988.

34. Selon l'étude, le nomadisme est pratiqué dans une région comprise entre la boucle du fleuve Niger à Mopti dans sa partie sahélienne à la limite saharienne englobant les régions de Gao et Tombouctou. Il apparaît aussi que le nomadisme correspond à un état d'âme. Le nomade est très indépendant et rejette toute forme de soumission. Pour le nomade la vie de sédentaire correspond à une forme d'aliénation de la liberté.

IV.1. Champ géographique de l'enquête

35. Plusieurs groupes ou fractions composent les populations dites nomades. Malgré cette diversité, les coutumes, l'attitude vis à vis du sédentaire ou de l'administration sont semblables.

Les contraintes d'ordre financier et en ressources humaines ont restreint le champ de l'enquête aux groupes suivants: les Kel Tamacheks: 168 fractions et les Peulhs: 38 groupements. L'échantillon comprenait aussi les Bozos qui ne sont pas, à proprement parler, des nomades mais assimilés à ceux-ci en raison des migrations saisonnières qu'ils effectuent durant leur saison de pêche.

36. Les Kel Tamacheks et les Peulhs sont considérés comme de vrais nomades. Les premiers évoluent au delà des frontières maliennes, jusque dans les pays suivants: Burkina Faso, Mauritanie et Niger tandis que l'aire d'évolution des Peulhs se situe uniquement en territoire malien. Quant aux Bozos, ils évoluent le long du fleuve Niger et de ses affluents, de Bélénikégué à Mopti et de Diafarabé au Lack Débo. Cette dernière zone se situe à l'intérieur du Mali.

37. On a relevé des disparités dans l'organisation sociale de ces groupes. Chez les Kel Tamacheks, l'organisation sociale est fortement hiérarchisée. Différentes classes composent ce groupe, chacune d'elle ayant un rôle bien défini. Ainsi les chefs de fractions, constituant la classe supérieure, sont les nobles. Ils s'occupent de toutes les questions administratives de leur fraction. Les marabouts qui sont les alphabétisés (en langue arabe) du groupe, sont les conseillers, ils ont une grande influence dans la prise des décisions importantes concernant la fraction. On y retrouve aussi des éleveurs et des esclaves. Il y a des liens de subordination entre ces différentes classes.

38. Par contre les familles peulhs nomades se regroupent sans qu'il y ait des liens de subordination. Les Peulhs vivent pendant certaines périodes de l'année dans des campements rattachés administrativement à des villages et entretiennent de ce fait des relations avec l'administration.

39. Les bozos sont en fait des sédentaires qui se déplacent pendant la saison de pêche. Pendant cette période, ils se regroupent en "daga". Chaque daga a un chef qui est le chef de famille le plus âgé.

40. Avant l'enquête proprement dite, une enquête pilote a été réalisée au cours de laquelle le questionnaire a été testé. Il s'agissait surtout de connaître le degré de compréhension des instructions par les agents. Pendant l'enquête elle-même en raison de la grande mobilité des nomades, des dispositions ont été prises pour éviter les doubles comptes.

41. Les difficultés de la collecte de données sont très vite apparues. Ces difficultés sont liées à l'immensité de la région traversée par les nomades et l'absence de peuplement sur de grands espaces. Elles sont également liées au fait que le chef de fraction était la seule personne habilitée à donner les informations sur une fraction donnée. Il a été constaté pendant l'enquête que certains chefs de fractions ne disposaient pas de données complètes sur les membres de leurs fractions parce qu'ils n'avaient pas de rapports assez étroits avec ceux-ci, mais aussi parce qu'ils étaient restés sans nouvelles de leurs fractions pendant la période de transhumance. Cette dernière situation s'explique par l'absence de moyens de communication.

42. Dans le rapport d'exécution de l'enquête, il a été souligné que les données concernant les effectifs doivent être considérés avec réserve, les chefs de fraction donnent des informations erronées sur les effectifs des membres ou de bétail de leurs fractions espérant ainsi obtenir plus de dons au cas où les autorités administratives se référerait à ces données pour leur fournir des vivres. Cette situation n'affecte pas les résultats de l'enquête concernant les aspects culturels, socio-économiques etc... des chefs de fractions.

IV.2. Principaux résultats de l'enquête

43. Plus de trois quart (78%) des chefs de fractions n'ont pas fait de déclarations des naissances et 97% les déclarations de décès. Ces niveaux de non déclaration montrent qu'il est indispensable d'améliorer le fonctionnement de l'état civil.

Pour la synthèse des résultats on distinguera:

- les caractéristiques socio-économiques et socio-culturelles des chefs de fractions;
- les attitudes des chefs de fraction à l'égard de la déclaration des faits d'état civil;

- les conclusions et recommandations des responsables de l'enquête;

IV. 2.a. Caractéristiques socio-économiques et socio-culturelles des chefs de fractions

45. Elles sont décrites d'après la principale activité exercée et la langue d'alphabétisation.
46. Comme on devait s'y attendre, l'élevage est la principale activité économique chez les nomades à proprement parler, c'est-à-dire les Kel Tamachek et les Peulhs, et la pêche chez les Bozos. L'agriculture comme activité principale n'est exercée que par 1,7% des chefs de fraction.
47. Ce pourcentage (1,7%) est faible certes, mais il est révélateur des difficultés croissantes de survie des populations nomades. En effet, la mauvaise pluviométrie de ces dernières années dans les pays sahéliens, a entraîné le tarissement des cours d'eau, une raréfaction des points d'eau et des pâturages, en résumé, une dégradation de l'environnement où évoluent ces populations et leurs troupeaux. Ceci a eu, entre autres, comme conséquence la sous-alimentation de ces derniers causant des pertes énormes en leur sein par mortalité. La sous alimentation a également des effets néfastes sur la reproduction des animaux d'où une diminution des produits d'élevage dont vivent les nomades. Tous ces facteurs conjugués ont conduit à une diminution de la taille des troupeaux. Les chefs de fractions dont la taille des troupeaux était insuffisante, pour justifier le déplacement de leurs fractions entières dans la transhumance, restent dans les villages et pratiquent l'agriculture.
48. Ceux-ci pratiquent l'agriculture non seulement pour s'occuper mais aussi pour satisfaire leurs besoins alimentaires et ceux de leurs dépendants qui ne peuvent plus survivre grâce uniquement aux produits d'élevage. Si la tendance observée persiste on assistera à une sédentarisation progressive des nomades pour pratiquer l'agriculture.
49. La principale langue d'alphabétisation est l'arabe. Ce qui n'est pas étonnant puisque cette langue serait enseignée dans toutes les tribus nomades. Viennent ensuite le tamachek et le français. Les conseillers des chefs de fractions comprennent le français en plus de l'arabe ou du tamachek, et peuvent transcrire dans l'une de ces deux langues les déclarations habituellement enregistrées en français.
50. A travers ces aspects socio-économiques et socio-culturelles, on peut voir que le système d'état civil a des chances de fonctionner au mieux comme en zone rurale, si des dispositions tenant compte de leur mobilité sont prises.

IV.2.b. Obstacles à la déclaration des événements

51. Les obstacles à la déclaration des faits d'état civil par les nomades se classent ainsi qu'il suit:

- le manque de motivation (32%)
- les longues distances à parcourir (24%)
- la peur du fisc (16%)
- la possibilité de scolarisation forcée des enfants (10%).

52. Dans tous les milieux urbain ou rural, le manque de motivation est l'obstacle premier. Celui-ci est caractéristique des populations analphabètes. En effet, les avantages liés à la présentation d'un acte d'état civil sont tout d'abord perçus à l'inscription d'un enfant à l'école, ensuite lors de

l'établissement d'une pièce d'identité telle que la carte d'identité. Ce n'est que par un changement de leur mode de vie, par exemple, par la sédentarisation, que progressivement les nomades manifesteront le besoin de posséder un acte d'état civil.

53. En attendant, pour la mise en place d'un système d'état civil efficient en milieu nomade, l'accent devra être mis sur leur sensibilisation et leur rapprochement des centres d'état civil à créer.

54. La proposition de l'équipe chargée de l'étude s'articule autour de deux points:

- le système doit comporter impérativement une variante mobile pour suivre les populations nomades dans leur déplacement d'où la nécessité de créer des bureaux d'état civil itinérants.
- des registres et cahiers doivent être déposés dans les localités situées sur le passage des nomades, auprès des chefs de groupement.

IV.3. Recommandations de l'équipe chargée de l'étude

55. Ces recommandations concernent:

- les cahiers de déclaration et leur contenu;
- le personnel d'état civil;
- le délai de déclaration;
- et la sensibilisation des nomades.

IV.3.a. Les cahiers de déclaration et leur contenu

56. Lesdits cahiers, utilisables seulement pendant 12 mois, remplaceraient les registres de déclaration. Ils contiendraient 25 feuillets dont chacun comporte 2 volets au lieu de 3 pour le

registre. Un des volets est détachable et remis au déclarant. Les souches sont restituées au centre d'état civil du village de rattachement des nomades à une date déterminée.

57. Compte tenu des conditions de voyage, le cahier proposé doit être fait d'un papier spécial et de petite dimension pour en faciliter le transport.

58. Les renseignements seront enregistrés dans 2 langues: le français et l'une des 2 langues suivantes: le tamachek ou l'arabe. Ces renseignements qui doivent permettre d'établir l'acte d'état civil sont relatifs à l'identification de la fraction et de l'individu. On relève des renseignements nouveaux par rapport à ceux déjà existant en milieu nomade: il s'agit de l'âge de la mère pour la naissance, et la situation matrimoniale de la mère ou de l'intéressé s'il s'agit d'un décès.

59. L'utilisation d'un tel cahier n'exclut pas la possibilité pour les membres des fractions de faire leurs déclarations dans les villages situés sur leur passage au cours de la transhumance.

IV.3.b. Le personnel d'état civil

60. En fait il s'agit ici des auxiliaires d'état civil communément appelés agents d'état civil. La recommandation consiste à retenir les conseillers des chefs de fraction comme auxiliaires d'état civil.

IV.3.c. Le délai de déclaration

61. Ce délai varierait entre 2 et 6 mois.

IV.3.d. La sensibilisation des nomades

62. Celle-ci concernerait en premier lieu les chefs de fraction ou de groupement. Ils sont influents et peuvent contribuer beaucoup à la sensibilisation des autres membres des fractions.

CONCLUSION

63. L'étude du Mali sur la mise en place d'un système d'état civil en milieu nomade a montré les difficultés d'une telle entreprise. Celle-ci nécessite une organisation et des moyens de travail propres, et sans doute des textes législatifs différents de ceux qui existent déjà et que les pays concernés par le phénomène cherchent à améliorer dans le cadre des projets d'amélioration de l'état civil.

64. Les pays qui disposent de moyens financiers suffisants pour mettre en place un système d'état civil en milieu nomade doivent être encouragés à le faire. Pour les autres, il serait indiqué de

mettre l'accent sur le système déjà existant. En effet des progrès sont prévisibles dans ce domaine à plus ou moins long terme, d'une part à cause de la possibilité de sédentarisation des nomades et d'autre part parce que les moyens de transport modernes brisent l'isolement des nomades, les mettent en contact avec d'autres cultures. Ces contacts favoriseront un changement d'attitude à l'égard de la déclaration des faits d'état civil.

65. Les interventions de l'administration en milieu nomade lors des campagnes de vaccination des animaux sont des occasions que les responsables des systèmes d'état civil devraient saisir pour informer et sensibiliser les nomades.

66. Enfin, l'évolution des nomades à l'intérieur de zones géographiques appartenant à plusieurs pays, recommande qu'il y ait une concertation entre les pays qui envisageraient de créer ce nouveau système. Ceci permettrait d'éviter les doubles comptes et les omissions d'évènements qui se produiraient au sein de ces populations.

ANNEXE

Estimation de la couverture des systèmes d'enregistrement de
l'état civil et des statistiques d'état civil

| NAISSANCES | | | DECES | |
|------------------------------|-----------------|---|-----------------|---|
| Pays | Année | Taux de couverture (estimé ou calculé) en % | Année | Taux de couverture (estimé ou calculé) en % |
| 1. Algérie | 1983 | 39.5 | 1983 | 8.3 |
| 2. Angola | 1985-90 | 47.2 | 1985-90 | 20.2 |
| 3. Bénin | 1985-90 | 50.2 | 1985-90 | 19.0 |
| 4. Botswana | 1986 | 23.7 | 1986 | 11.6 |
| 5. Burkina Faso | 1985-90 1985 | 47.2 87* | 1985-90 1985 | 18.5 10.1 * |
| 6. Burundi | 1985-90 | 45.7 | 1985-90 | 17.0 |
| 7. Cameroun | 1985-90 | 41.6 | 1985-90 | 15.6 |
| 8. Cap-Vert | 1985 | 34.6 | 1985-90 | 8.4 |
| 9. République centrafricaine | 1985-90 | 44.3 | 1985-90 | 19.7 |
| 10. Tchad | 1985-90 | 44.2 | 1985-90 | 19.5 |
| 11. Comores | 1986 | 45.6 | 1986 | 14.5 |
| 12. Congo | 1985-90 | 44.4 | 1985-90 | 17.2 |
| 13. Djibouti | 1985 | 47.3 | 1985-90 | 17.7 |
| 14. Egypte | 1987 | 40.7 | 1987 | 9.1 |
| 15. Guinée équatoriale | 1985-90 | 42.4 | 1985-90 | 19.0 |
| 16. Ethiopie | 1985-90 | 43.7 | 1985-90 | 23.6 |
| 17. Gabon | 1985-90 | 38.8 | 1985-90 | 16.4 |
| 18. Gambie | 1985-90 | 46.8 | 1985-90 | 21.3 |
| 19. Ghana | 1985-90 | 44.3 | 1985-90 | 13.1 |
| 20. Guinée | 1985-90 | 46.6 | 1985-90 | 21.9 |
| 21. Guinée Bissau | 1981 | 40.8 | 1981 | 20.0 |
| 22. Côte d'Ivoire | 1985 | 77 | 1985 | 15 |
| 23. Kenya | 1990 | 48 | 1990 | 39 |
| 24. Lesotho | 1985-90 | 40.8 | 1985-90 | 12.4 |
| 25. Libéria | 1985-90 | 45.0 | 1985-90 | 13.3 |
| 26. Libye | 1985 | 71 | 1985 | 59 |
| 27. Madagascar | 1981 | 45.0 | 1981 | 14.0 |
| 28. Malawi | 1977 | 48.5 | 1977 | 25.1 |

| NAISSANCES | | | DECES | |
|---------------------------|---------|---|---------|---|
| Pays | Année | Taux de couverture (estimé ou calculé) en % | Année | Taux de couverture (estimé ou calculé) en % |
| 29. Mali | 1987 | 25.5 | 1987 | 14.6 |
| 30. Mauritanie | 1985-90 | 46.2 | 1985-90 | 19.0 |
| 31. Maurice | 1988 | C | 1988 | C |
| 32. Maroc | 1990 | 70 | 1990 | 50 |
| 33. Mozambique | 1985-90 | 45.0 | 1985-90 | 18.5 |
| 34. Namibie | 1985-90 | 44.0 | 1985-90 | 12.2 |
| 35. Niger | 1985-90 | 50.9 | 1985-90 | 20.9 |
| 36. Nigéria | 1988 | 49.8 | 1988 | 15.6 |
| 37. Rwanda | 1990 | 94 | 1990 | 91 |
| 38. Sao Tomé | 1985 | 90 | 1985 | 90 |
| 39. Sénégal | 1985-90 | 45.7 | 1985-90 | 18.9 |
| 40. Seychelles | 1985 | 90 | 1988 | 90 |
| 41. Sierra Leone | 1986 | 48.2 | 1986 | 23.4 |
| 42. Somalie | 1985-90 | 50.8 | 1985-90 | 20.2 |
| 43. Soudan | 1985-90 | 44.6 | 1985-90 | 15.8 |
| 44. Swaziland | 1985 | 58 | 1985 | 6.2 |
| 45. Togo | 1979 | 44.9 | 1979 | 14.1 |
| 46. Tunisie | 1988 | 90 | 1988 | 7.4 |
| 47. Ouganda | 1985-90 | 50.1 | 1985-90 | 15.4 |
| 48. Rép. Unie de Tanzanie | 1985-90 | 50.5 | 1985-90 | 14.0 |
| 49. Zaïre | 1985-90 | 45.6 | 1985-90 | 13.9 |
| 50. Zambie | 1985-90 | 51.2 | 1985-90 | 13.7 |
| 51. Zimbabwe | 1985-90 | 41.7 | 1985-90 | 10.2 |

Source: Rapport sur la population et les statistiques vitales-Série, A. Vol. XLII, No. 1 (1990).

- Questionnaires d'évaluation du Plan d'action d'Addis Abeba sur l'amélioration de l'état civil et des statistiques.

* Niveau urbain
nd: non déterminé
C: Couverture complète